

La Voie de l'épée

Michel Goya

lundi 7 décembre 2015

Bloody sunday ou de l'emploi délicat de la force armée en sécurité intérieure



A l'occasion de la parution du billet de l'ami Abou Djaffar sur *Bloody Sunday*, l'excellent film de Paul Greengrass (à lire ici), je reprends ici et développe une fiche écrite pour le chef d'état-major des armées en 2008 : *Engager l'armée en sécurité intérieure : le cas irlandais*.

Le 1er août 2007, l'opération *Banner* en Irlande du Nord a officiellement pris fin après trente-huit ans. A une époque où la tentation est forte de plus intégrer les forces armées dans la sécurité intérieure, il n'est peut-être pas inutile de revenir sur

cette période de « troubles », où sont tombés plus de soldats britanniques que pendant tous les combats réunis des Malouines, de la guerre du Golfe, des Balkans et de l'Irak.

L'histoire de l'intervention militaire britannique en Irlande du Nord

L'Irlande du Nord vit depuis 1921 sous un régime particulier qui lui assure une certaine autonomie politique mais qui a très rapidement abouti à la prise de contrôle de toutes les institutions politiques et économiques du pays par la majorité protestante au détriment d'une forte minorité catholique. L'ensemble représente 1 100 000 protestants pour 700 000 catholiques sur 14 000 km² dans les années 1960.

A partir d'avril 1969, après l'échec des tentatives de réforme du gouvernement O'Neill, sapées par l'intransigeance de l'aile dure des unionistes, les organisations catholiques se détournent des solutions politiques classiques jugées vaines. Les manifestations se multiplient qui se heurtent de plus en plus violemment à des contre-marches loyalistes. Il y a alors trois bataillons d'infanterie en garnison en Ulster, qui ne participent jusque là en rien aux missions de maintien de l'ordre. Un d'entre eux est engagé pour protéger des sites sensibles, sans que les armées envisagent une intervention plus poussée.

Tout bascule le 12 août 1969, à l'occasion du défilé orangiste (radicaux protestants) annuel des « *Apprentice Boys* » à Londonderry. Le défilé provoque une violente réaction catholique et en retour une répression très dure de la police locale, la *Royal Ulster Constabulary* (RUC), à recrutement presque exclusivement protestant. Les violences durent plusieurs jours, provoquant la mort de dix civils et cent cinquante blessés ainsi que l'incendie d'une centaine d'habitations catholiques. Le 14 août, elles s'étendent à Belfast, la capitale. Devant la gravité de la situation et le rejet complet de la police par la population catholique, l'inspecteur général de la RUC adresse une « demande d'aide au pouvoir civil » (*military aid to the civil power*, MACP) au commandant des forces armées en Irlande du Nord. Un bataillon est déployé à Londonderry puis un autre à Belfast. Au 1er septembre, il y a 6 000 soldats sur le territoire puis 11 000 au printemps 1970.

Le cadre légal de l'intervention militaire...

Les cas prévus pour l'assistance militaire aux autorités civiles sont peu différents des autres pays démocratiques occidentaux. En revanche la mise en œuvre de la MACP est très particulière puisque sa conception date du XVIII^e siècle, c'est-à-dire une époque où il était impossible d'attendre les instructions de Londres pour agir. Selon la loi, c'est le chef de la police locale qui fait directement appel aux troupes dans son secteur, le gouvernement ne donnant qu'ensuite son accord. Cela correspond aussi à une vision libérale où le maintien de l'ordre est une obligation des citoyens, déléguée pour des raisons pratiques à une police très autonome d'un pouvoir central toujours suspect, puis éventuellement en cas d'urgence à des forces militaires sous le commandement de leur chef local. En théorie, celui-ci est indépendant du gouvernement le temps du rétablissement de l'ordre normal.

Soutenez L



Guerras et



Archives de

- ▼ 2015 (61)
 - ▼ décem
 - Bloody déli
 - La not (arti
 - noven
 - octobi
 - septem
 - août (
 - juillet
 - juin (
 - mai (
 - avril (
 - mars (
 - février
 - janvier
- 2014 (65)
- 2013 (11)
- 2012 (16)
- 2011 (41)

Messages I

Dans la pratique, c'est néanmoins le ministre de la Défense du cabinet Heath qui ordonne de

« restaurer la loi et l'ordre, en se plaçant impartialement entre les citoyens des deux communautés ». Pour cela, il fixe trois missions :

- dans le cadre de la loi et en faisant un usage minimal de la force, arrêter et remettre à la police tout suspect soupçonné de détenir des armes, des explosifs ou des munitions ;
- gêner et des dissuader les mouvements des paramilitaires des deux communautés par des postes de contrôle et des patrouilles ;
- restaurer la confiance au sein de la population locale par une présence quotidienne non agressive mais dissuasive.

...et ses ambiguïtés

Dans les faits, les soldats sont placés dans une situation très ambiguë. Plus qu'une aide limitée dans le temps à l'autorité civile, la perte totale de légitimité et la faible efficacité de la RUC font qu'on assiste plutôt, comme pendant la bataille d'Alger, à une suppléance. C'est donc l'officier général commandant en Irlande du Nord qui prend la responsabilité du contrôle général des opérations de sécurité, le chef de la police lui étant subordonné le temps que celle-ci retrouve une crédibilité.

Tout en restant soumis à la loi générale du pays (*common law*) et donc susceptible d'assignation que devant les tribunaux civils, le commandant des forces est soumis à une double hiérarchie civile, celle de l'Irlande du Nord et celle du cabinet de Londres. Mais la première ne veut en rien s'attaquer aux causes profondes du problème alors que la seconde hésite fortement à s'impliquer, tout en refusant toute intrusion de l'Eire ou de l'ONU, qui proposent d'envoyer des troupes. Ainsi quand le ministre parle de rétablir la loi et l'ordre, les soldats ne savent pas trop de quel ordre il s'agit. S'agit-il de l'ordre de l'Ulster et de sa majorité protestante ou de l'ordre du Royaume-Uni sur une de ses provinces ? Dans le premier cas, par exemple, l'*Ulster Defence Association* (UDA), organisation paramilitaire loyaliste protestante, apparaît comme légale ; dans le second cas, elle ne l'est pas plus que l'*Irish Republican Army* (IRA). Les forces armées se targuent de leur impartialité politique mais dans les faits, elles sont obligées de collaborer avec le gouvernement de l'Ulster et la RUC.

Tous ces éléments font qu'on ne sait pas vraiment si l'armée fait respecter la légalité. Face à des atteintes flagrantes à la loi, les troupes elles-mêmes ne savent souvent pas quoi faire, ni si elles seront soutenues dans leur action. Au lieu de constituer une donnée constante, une structure solide à l'intérieur de laquelle les différentes parties devraient manœuvrer, la loi et l'ordre deviennent ainsi un élément flexible au milieu des relations complexes entre les différents acteurs. Avec le temps, « restaurer la loi et l'ordre » devient plutôt « maintenir l'ordre » puis « maintenir la violence à un niveau acceptable ».

La « lune de miel »

De fait, l'armée est engagée dans une mission de maintien de la paix sur son propre territoire et bien que se targuant de professionnalisme (on est revenu à l'armée de métier huit ans plus tôt) et d'une forte expérience opérationnelle, elle n'est aucunement préparée à cette mission. Le général Freeland, premier commandant de l'opération *Banner*, déclarera plus tard : « *Nous n'aurions pas pu nous trouver plus en dehors du coup* ».

Remplaçant au pied levé une police qui a disparu des rues catholiques, les militaires ont le plus grand mal procéder à des arrestations dans les formes légales. La plupart des suspects sont ainsi relâchés faute de preuve. Ils réussissent mieux dans leur mission d'interposition entre les communautés, en multipliant les points de contrôle et en édifiant un mur à l'intérieur de Belfast. Dans un premier temps, baptisée la « lune de miel », cette inexpérience de l'armée est cependant compensée par une bonne image auprès de la population catholique, d'autant plus que les militaires se sont opposés d'emblée à une manifestation protestante. Les militaires y font alors preuve d'une grande discipline, subissant un millier de coups de feu et vingt-deux blessés avant de recevoir l'autorisation de tirer et de tuer deux activistes armés.

Comme en Irak en 2003, cette fenêtre d'opportunité se referme au bout de quelques mois seulement. Les hésitations du cabinet de Londres ne permettent pas de trouver de solutions politiques, ce qui entraîne une radicalisation des deux communautés, avec la montée en puissance de Ian Paisley du côté protestant et la création en janvier 1970 de la *Provisional Irish Republican Army* (PIRA). La PIRA a finalement profité de la disparition de la police et de l'interposition de l'armée pour s'implanter dans des quartiers catholiques qui sont devenus autant de zones de non droit. Devant l'inaction des autorités, elle a pu développer un discours qui dépasse les simples revendications sociales et politiques pour prôner la lutte armée contre l'occupant anglais.

L'armée face à la PIRA



Recherche

Recherche

Sous le feu
travail-En p

amazon

Secret In the
Mediterranean

Sous le feu
mort comm

EUR 9,00

Acheter

Irak-Les arr

Dès lors, les affrontements se multiplient, d'autant plus que l'armée a été obligée en février 1970, d'imposer un contrôle plus strict des manifestations pour empêcher les affrontements. Le 30 mars 1970, une première manifestation catholique est organisée pendant trois jours contre l'armée. Du 3 au 5 juillet 1970, l'armée impose un couvre-feu et une fouille dans un secteur sensible de Belfast. Cinq civils sont tués dans cette opération et dix-huit militaires y sont blessés. La « lune de miel » est terminée et désormais les missions s'effectueront dans une ambiance d'insultes et de jets de pierre.

En 1971, la PIRA profite de ce climat dégradé pour lancer une offensive sur trois axes : le contrôle de la population catholique, le harcèlement des troupes britanniques par sniping, embuscades, mortiers ou engin explosif improvisé (EEI) et le « chaos », en faisant exploser deux à trois bombes chaque jour. Le 6 février 1971, le premier soldat britannique est tué en service à Belfast. Au mois d'août, ils sont déjà treize à être tombés et les troupes commencent à éprouver un profond sentiment d'impuissance. Le 9 août 1971, contre l'avis des militaires, le ministre de l'Intérieur décide d'autoriser la détention sans jugement (ou *Internment*) et lance une immense rafle de suspects. Le principe même de l'*internment*, les nombreuses erreurs dans les arrestations et les conditions des interrogatoires suscitent une immense réprobation. Pour aggraver encore la situation, les activistes loyalistes de l'*Ulster Volunteer Force* (UVF) se lancent aussi dans une campagne d'attentats, avec l'emploi, pour la première fois, d'une voiture piégée (quinze morts dans un bar catholique, le 4 décembre 1971).

Le 30 janvier 1972, un bataillon parachutiste ouvre le feu sur une manifestation catholique illégale. Treize civils, pour la plupart mineurs, sont tués dans ce « *Bloody Sunday* », inaugurant l'année la plus meurtrière des « troubles ». Le désastre dans l'opinion est immense d'autant plus que les militaires communiquent très maladroitement sur cet événement refusant d'assumer leurs responsabilités dans l'évènement. Durant cette année 1972, cinq bombes explosent en moyenne chaque jour et un soldat britannique est tué tous les trois jours.

Le gouvernement de Londres décide de prendre l'initiative. L'administration directe sur l'Ulster est instaurée le 28 mars 1972 et les forces britanniques sont portées à 17 000 hommes auxquels il faut ajouter les 9 000 réservistes irlandais de l'*Ulster Defence Regiment* (UDR), créé depuis peu. Le 31 juillet 1972, avec l'opération *Motorman* toutes les « zones de non droit » catholiques sont investies et un quadrillage complet de la province est mis en place, en particulier le long de la frontière avec l'Eire, refuge de la PIRA. Tous ces efforts, une organisation du renseignement enfin efficace et le désarroi d'une population de plus en plus horrifiée par les attentats aveugles (près de 200 civils tués en 1975) permettent finalement, vers 1976-1977 de prendre l'ascendant sur la PIRA. Celle-ci abandonne alors sa structure militaire pour une organisation plus clandestine en cellules terroristes autonomes.

L'armée de terre sous tension

A ce moment-là, l'armée de terre britannique est aussi soumise à une très forte tension. Ses effectifs sont alors de 155 000 hommes dont environ 10 % sont en permanence en Irlande du Nord. Mais comme elle entretient aussi un corps d'armée complet en Allemagne et que certaines unités comme les Gurkhas ou les bataillons irlandais (jusqu'en 1992), ne sont pas envoyés en Ulster, la pression est énorme sur les bataillons stationnés au Royaume-Uni et particulièrement les bataillons d'infanterie. Entre 1989 et 1992, par exemple, l'un d'entre eux effectue quatre missions en Irlande.

Pour faire face au problème, on fait passer le nombre de bataillons permanents de trois à six (pour deux ans de présence) tandis que les séjours des unités tournantes passent de quatre à six mois. Les bataillons d'infanterie sont ensuite renforcés de bataillons de marche issus de toutes les armes et même de la Royal Air Force. Tous cela désorganise les grandes unités, d'autant plus qu'à l'intérieur même des bataillons, certaines cellules, comme le renseignement, font des séjours décalés et plus longs que ceux des unités de combat.

A une époque où le Pacte de Varsovie est une menace majeure, les compétences tactiques nécessaires aux combats de haute intensité déclinent dangereusement d'autant plus que les rengagements chutent et que le budget est ponctionné par le surcoût de l'opération en Irlande (environ 20 000 euros actuels par homme déployé) et les incitations financières nécessaires pour compenser un recrutement en grande difficulté. Pendant plus de dix ans, la *British Army on the Rhine* (BAOR), fer de lance de l'armée de terre, ne fait plus d'exercice à grande échelle. Cela n'empêche pas les Britanniques d'effectuer une brillante campagne aux Malouines en 1982 mais qui tient plus aux qualités de base du soldat britannique et à la faiblesse de l'ennemi qu'à la virtuosité de la combinaison des feux et des mouvements.

Le retour de la police au premier plan

L'*internment* et l'administration directe sont abandonnés en 1975 sans avoir donné les résultats escomptés. Mais en 1977, l'amélioration relative de la situation, avec la raréfaction des manifestations de masse et des

amazon



Irak : Les armées du.
EUR 33,00

Acheter

Gls et Djha

amazon



Gls et Djha
Les évoluti

Acheter

Antisniping snipers de

amazon



Antisniping
mois de lut

Acheter

La guerre p l'empire de

amazon



La guerre
première: L.

Acheter

L'innovatio cent ans

affrontements armés, permet de redonner la primauté à une police restructurée et à l'UDR. La chef de la RUC prend la direction des opérations et la province est découpée en zones réservées à la police, à l'armée et à la police appuyée par l'armée. Ce transfert d'autorité ne se fait toutefois pas sans réticences ni sans de nombreux problèmes de coordination.

Le conflit entre alors dans une phase d'endurance de vingt ans. Après un premier attentat à Birmingham avait déjà fait 21 morts et 200 blessés en 1974, la PIRA multiplie les actions en Angleterre et met en place des attaques plus rares mais très sophistiquées comme celle de Warrenpoint en août 1979 où dix-huit soldats sont tués par deux explosions successives. L'armée riposte aussi durement avec des opérations très ciblées (huit activistes abattus en mai 1987 à Loughall) et réussit à contenir la violence à un niveau « acceptable » en attendant l'arrivée de solutions politiques. Au début des années 1990, la lassitude des populations permet finalement l'amorce de négociations secrètes, internes aux mouvements catholiques d'abord, puis étendues aux loyalistes. Le 10 avril 1998, le Belfast agreement est signé puis approuvé par référendum simultané en Ulster et en Eire. Le dernier soldat britannique est tombé un an plus tôt. En 2005, les effectifs militaires sont revenus à ce qu'ils étaient avant les troubles et depuis l'été 2007, l'armée n'a plus aucun rôle en matière de maintien de l'ordre.

Au total, 691 soldats ont été tués par la PIRA (dont 197 UDR) et 6 par les loyalistes protestants. De leurs côté, les militaires ont abattus 121 PIRA, 10 loyalistes et 170 civils. La PIRA a tué 1457 civils dont, par règlements de compte, 162 autres « républicains » (c'est-à-dire plus que l'armée), et 28 loyalistes. Ces derniers ont tués 1071 civils.

Les enseignements que l'on peut tirer de cette expérience

- Même dans un régime démocratique, une partie de la population peut se sentir exclue et ne percevoir aucun espoir dans le processus politique. Cette frustration renvoie à d'autres formes d'expression qui deviennent de plus en plus violentes si aucun problème de fond n'est résolu. Il y a certaines analogies entre la frustration des quartiers catholiques d'Ulster dans les années 1960 et la situation de certaines banlieues françaises.

- En Irlande du Nord, il a suffi de deux ans pour passer d'une situation de violences sporadiques et inorganisées à une guérilla urbaine. Le moteur de cette montée aux extrêmes très rapide furent les affrontements intercommunautaires (inconnus en France à cette échelle mais que l'on ne peut exclure) mais aussi la perte de légitimité de la police, détestée par la communauté en colère (ce qui est plus proche de la situation française).

- Inversement, l'armée britannique, professionnalisée depuis huit ans, donnait une image de discipline, d'impartialité et de maîtrise de la force. Son engagement parut donc susceptible d'apaiser les tensions. Au-delà du degré de gravité de la situation, le décalage d'image dans les banlieues françaises « difficiles » entre militaires et policiers-gendarmes pourrait aussi constituer un critère supplémentaire d'engagement de l'armée.

- Une telle situation placerait l'armée devant le dilemme d'agir seule pour maintenir les tensions au plus bas mais sans avoir de compétence policière ou d'agir avec la police et donc de subir la même réprobation. Les soldats britanniques ont choisi la première option mais, sans préparation, ont dû se contenter de s'interposer entre les communautés. Ils ont ainsi contribué à la formation de zones de « non droit » dans lesquelles les organisations extrémistes ont prospéré. Comme aucune volonté politique n'est venue soutenir leur action, ils sont devenus à leur tour la cible de violences. Une intervention militaire dans une opération de sécurité intérieure ne peut se faire qu'avec des compétences adéquates, soit acquises en propre, soit obtenues par la coopération avec les forces de police. Elle doit être accompagnée de décisions politiques sous peine d'augmenter les tensions après les avoir diminué un temps.

- Face à une guérilla urbaine devenue extrêmement dure, la victoire militaire est vite apparue comme impossible tant que les terroristes bénéficiaient d'un soutien d'une partie importante de la population. Pour parvenir à simplement « maintenir la violence à un niveau acceptable » dans une population de 700 000 habitants, il a fallu déployer pendant trente ans un militaire ou un policier pour trois catholiques d'âge militaire, passer par des tâtonnements meurtriers, accepter de perdre l'équivalent d'une brigade en tués et blessés et plus encore en « pertes indirectes » (chute du recrutement et des rengagements), voir l'image de l'armée se dégrader et perdre de nombreuses compétences tactiques en matière de guerre de haute-intensité.

Fiche au CEMA, 2008. Res Militaris.

Pour en savoir plus cliquer [ici](#)

Publié par Michel Goya à 12/07/2015



+4 Recommander ce contenu sur Google

Libellés : Michel Goya

amazon



L'innovation militaire...

Acheter

La Voie de

amazon



La Voie de l'épée 1: Vi

Acheter

La Voie de

amazon



La Voie de l'épée 2: O

Acheter

La Voie de

amazon



La France, la guerre: (La

Acheter

Réseaux et

Facebook:
<https://www>

Twitter : [http](#)

Me contacter

Blogs suivis

Zone M
La Russie
Arménie
Il y a 29 r

8 commentaires:

**Anonyme** 17 août 2013 à 13:00

La situation de l'Irlande du nord ne peut se comparer à celle des Banlieues françaises où le principal problème, non avoué, car tabou est une forme de colonisation arabo-musulmane du territoire. On ne combat pas l'implantation d'idées et de valeurs contraires à celles de la République par la force, mais par la persuasion, l'exemplarité et, une fermeté laïque intransigeante. Si l'on refuse ce combat en se cachant derrière des arguments tel "le racisme" mis à toutes les sauces. Alors là oui il faudra se préparer à utiliser la force pour restaurer la souveraineté de l'Etat et l'ordre républicain et accepter d'en payer le prix.

Répondre

Réponses

**Anonyme** 17 août 2013 à 22:54

Les bases historiques ne sont pas les mêmes : c'est une vieille histoire que l'affaire irlandaise et la question des banlieues françaises est tout de même plus récente. S'il y a une même détestation de la police et à vrai dire de toute forme d'autorité, les raisons ne sont pas semblables. Même si certains par provocation dans nos banlieues disent qu'ils viennent nous coloniser à leur tour, ils profèrent une absurdité. Dans ces "jeunes à problème" comme l'on dit, il n'y a pas que des arabo-musulmans, loin de là. Que des organisations profitent de cette situation pour les manipuler, c'est une évidence. Que certains (nombreux) de nos politiques par ignorance, par bêtise, par idéologie de pacotille, par démagogie aient été dupes, c'est une évidence aussi. Seulement, toute proportion gardée, ces gens restent très minoritaires. Qu'il y ait des admirateurs de Merah dans ces quartiers, je n'en doute pas, mais pour ce qui est du passage à l'acte, c'est tout autre chose.

Répondre

**un français** 17 août 2013 à 17:26

Bonjour,

vosre analyse peut trouver un écho intéressant dans l'ouvrage de D.Galula "contre-insurrection" notamment en ce qui concerne le soutien de la population et l'emploi de moyens dans le but de s'assurer ledit soutien.

L'auteur y développe notamment l'idée que l'action militaire doit être doublée d'un effort massif en direction des populations; effort qui ne peut être dissocié de l'action armée.

Effort timide ou inexistant en Irlande face à des militaires "hors du coup" et placés dans une situation extrêmement délicate.

Cordialement

Répondre

**Rama** 18 août 2013 à 09:09

Ajoutons à ceci l'apparition de la torture comme tactique systématique de lutte anti-terroriste, selon un modèle proche de ce qui s'était passé en Algérie lorsque l'Armée française s'était engagée et essentiellement substituée au pouvoir civil.

La pratique de la torture a miné la légitimité de l'armée britannique en Irlande. En Irak, lorsque la situation a dégénéré et que les soldats britanniques ont commencé à imiter leurs collègues américains, ce savoir-faire en matière de torture acquis en Irlande a vite refait surface.

Les thèses de David Galula, pour intéressantes qu'elles soient, se lisent maintenant dans les états-majors américains comme une version édulcorée et "politically correct" de celles de Roger Trinquier. Trinquier préconisait ouvertement la torture et une structure de société qui feraient penser au Chili sous Pinochet.

Outre la question de légitimité que pose la pratique de la torture (en quoi l'armée devrait-elle vaincre si elle ne se distingue pas moralement des terroristes en refusant la torture ?), celle-ci a un effet extrêmement pernicieux sur la troupe, que ce soit ceux qui la pratiquent ou ceux qui côtoient les tortionnaires sans pratiquer eux-mêmes. En dernière analyse, c'est surtout là qu'est le pouvoir de nuisance du terrorisme : éroder les institutions démocratiques en les poussant à la faute et à l'outrance par la provocation.

Répondre

**Anonyme** 18 août 2013 à 13:24

La différence entre la situation des banlieues françaises et l'Irlande du Nord, c'est qu'en Irlande du Nord ce sont des Irlandais qui sont dominés chez eux par des pro-britanniques, alors qu'en banlieue ce sont des immigrants récents, qui ont eu la chance de ne pas avoir à rester dans un pays du tiers-monde, qui ne sont pas satisfaits de leur sort.

Quant à la détestation de la police, vient-elle principalement d'une partialité de la police ou du manque de civisme des banlieusards ?

L'insistance des médias sur une présentation apaisée du problème, sans doute nécessaire pour ne pas risquer de provoquer des affrontements entre communautés, a peut-être aussi pour inconvénient de construire un récit victimaire au delà de la réalité de la situation.

Dans son livre "fractures françaises", Christophe Guilluy rappelle que les départements les plus pauvres sont les départements ruraux, qui ne connaissent pas ce type d'agressivité endémique.

Répondre

**Marcus** 19 août 2013 à 14:36

"Quant à la détestation de la police, vient-elle principalement d'une partialité de la police ou du manque de civisme des banlieusards ?"

Où vient-elle des manières des policiers eux-mêmes? Chaque fois que l'on parle d'un "grand flic" dans la presse, celui-ci ne tarde pas à être condamné par la Justice: Broussard, Franquet, etc... L'exemple de la BAC Nord de Marseille, tombée à cause d'une concurrence sauvage avec d'autres services de police, dans tous les trafics et l'extorsion de fond généralisée, en est un bon exemple...

N'oublions pas les rackets sur les chauffeurs de taxis, les réseaux de prostituées, et même les automobilistes...

Les policiers se plaignent du manque de moyens, mais pour la plupart sont "ripoux" et n'hésitent pas à la moindre discussion avec eux à porter plainte pour "rébellion". Comme ils sont assermentés, la Justice leur donne systématiquement raison, avec des dommages et intérêts importants, bonne façon d'arrondir les fins de mois...

Fabius
The first :
over oil. I
Il y a 35 r

Jean M.
Les patro
de décret
Il y a 44 r

Blog de
L'Écho, S
2015
Il y a 1 he

RP Def
Le soutie
opérateur
SCA
Il y a 1 he

L'écho
La premi
jour : déc
Il y a 3 he

FOB - F
Paras et I
Fox RRV
Il y a 3 he

The Lor
Americar
Qaeda's c
Il y a 3 he

Lignes
Une conf
écrivains
de Gaille
Il y a 4 he

Electro
En cas d'
connecté
Il y a 4 he

LE BLO
L'expédition
Sylvain F
Il y a 5 he

Le Faut
Défense
: une bas
Il y a 7 he

Russie
Deir ez Z
bombard
test?
Il y a 7 he

Traque
La Présid
Il y a 9 he

Magazi
DSI Hors
janvier 20
Il y a 9 he

Le Mon
The Left
Il y a 11 h

Guerre
Front ital
Il y a 13 h

Bir Hac
Synave
Vae Victi
jeu en en
Il y a 1 jo

Répondre

Réponses

**Antoine** 8 décembre 2015 à 16:03

"Les policiers se plaignent du manque de moyens, mais pour la plupart sont "ripoux"", franchement un peu de bon sens s'il vous plaît. Qu'il y ait quelques brebis galeuses dans la police j'en conviens mais c'est le cas dans n'importe quelles organisations, entreprises, armées, associations ... Ou alors présentez moi des chiffres ou des études et pas seulement quelques affaires qui font grand bruit. A ce compte là pourquoi les pompiers se font caillasser quand ils interviennent en banlieue? ils négocient leur protection contre un pot-de-vin chaque mois ?

Répondre

**Hecate** 8 décembre 2015 à 12:16

Merci pour cet article très utile de par les enseignements que vous en tirez, notamment dans le contexte actuel. Mon commentaire sera un peu long je crains, mais c'est justement parce que je crois que vous soulevez des questions très importantes.

A ceux qui vous opposent les différences sociales/sociétales, voire ethnologiques, entre l'Irlande du Nord et la France, je répondrais qu'elles n'ont aucune espèce d'importance du point de vue des mécanismes psychologiques susceptibles de générer un climat pré-insurrectionnel. Alors évidemment, la France en 2015 n'est pas l'Irlande du Nord en 1969/70, mais l'analyse comparative et la mise en évidence de certaines similitudes, notamment l'existence - présente ou future - d'une petite population de nationalité française nourrissant à l'égard de l'Etat et de la nation un ressentiment profond, né d'un terreau idéologique plongeant lui aussi ses racines dans un lointain passé, souvent fantasmé, devrait en faire réfléchir plus d'un.

Cela ne signifie pas que nous allons basculer dès demain dans des actions journalières de guérilla urbaine, mais si nous n'y prêtons garde, nous risquons de nous exposer à des potentialités de danger qui ne sont pas sans rappeler l'ambiance qui a régné un temps dans le 'Bogside' à Derry, ou 'Ardoyne' à Belfast. La seule différence d'envergure que je vois, c'est qu'en Irlande du Nord, les forces de l'ordre ont eu à faire à deux organisations paramilitaires et terroristes (la PIRA côté républicain, et la UDA+UVF côté unioniste).

Sur le fond d'ailleurs, il serait peut-être intéressant de faire un autre parallèle avec l'époque présente du point de vue des tactiques et stratégies employées par la PIRA et les mouvements jihadistes actuels (AQ,OEI). En effet, AQ a longtemps prêché la théorie de la "guerre longue". Or ce concept a été forgé par la PIRA justement ('the Long War') vers le milieu des années 70 justement, tirant ainsi les leçons de son incapacité de battre l'armée britannique par des moyens militaires.

C'est le changement que vous notez dans votre article: devenaient désormais prioritaires la lutte contre les symboles de l'Etat britannique lui-même (attentats à la bombe contre des bâtiments et des civils) de manière à arracher des concessions au gouvernement, sous la pression d'une population excédée par l'ampleur des dégâts et le nombre de victimes.

L'idée de la 'guerre longue' de la PIRA consistait aussi à instaurer un climat insurrectionnel dans les zones à forte implantation de la PIRA, à les transformer en "zone libérées" (on dirait aujourd'hui des "zones de non-droit" ?) et à forger une image positive de l'IRA dans les médias internationaux (aujourd'hui AQ et ISIS font de même, à la différence près qu'ils utilisent leurs propres relais médiatiques et ne sont plus tenus de passer par la presse et les télévisions occidentales).

On pourrait poursuivre l'analogie prospective et établir un scénario d'évolution type pour ce qu'ont en tête les réseaux jihadistes, ainsi que leur pendant civil, les ONG caritatives islamiques salafistes. A titre de rappel, après la phase de la "guerre longue" la PIRA est passée à la stratégie du "Fusil d'assaut et bulletin de vote" ('Armalite and Ballot-box').

Encore une fois, nous n'en sommes pas là, loin s'en faut, mais il faut savoir que les théoriciens du Jihad contemporain ont étudié de près les mouvements terroristes et insurrectionnels européens des années 70 et ont essayé d'en tirer des enseignements opérationnels adaptables au contexte actuel. Il serait pour le moins surprenant si nous ne faisons pas de même !

Répondre

Saisissez votre commentaire...

Commentaire : fboizard (Goog ↕)

Déconnexion

Publier

Aperçu

 M'informer

Accueil

Article plus ancien

Inscription à : Publier les commentaires (Atom)

Guerre:
OnCom, l
Il y a 1 joi**RussEu**
Régional
Il y a 1 joi**Ultima**
État d'ur
quelques
Il y a 1 joi**Défense**
Mieux réj
populatic
Il y a 1 joi**Histori**
Le vol du
Hrafn Gu
Il y a 1 joi**Pensées**
Virée au l
Il y a 2 joi**Police d**
l'Etat d'u
Il y a 3 joi**Science**
Est-ce m
l'axe des
?
Il y a 4 joi**Le Poin**
"Daech n
guerre"
Il y a 4 joi**Sun Tzi**
A propos
Il y a 4 joi**Géopoli**
Analyse
Général I
la Turki
migrants
Analyses
PINATEI
Il y a 4 joi**CLES : l**
Géopoli
Crimes e
Il y a 5 joi**B ATHEN**
articles
Raid, BR
action.
Il y a 5 joi**Les lect**
recensi
les Étuc
Stratégi
Order wit
an Intern
Il y a 5 joi**Dimicat**
L'ouvertu
Tragedy
Il y a 6 joi**ONDES**
horizon
Opératio
renouer é
Il y a 1 se**Mars at**
Hommag

Pont Ale
aussi par
autres...
Il y a 1 se

 **Le blog**
Ceci n'est
vocabula
Il y a 1 se

Classe é
Vertus et
Il y a 1 se

 **Le blog**
L'Afrique
Il y a 1 se

 **De la Te**
Naissanc
américain
Il y a 1 se

 **Si vis pa**
La cyber-
rencontre
Il y a 1 se

 **Global C**
The Revo
Il y a 1 se

 **L'OEIL**
RETOUR
Il y a 1 se

Polemo
L'OCS, st
Il y a 2 se

Site de
Le grand
Il y a 2 se

 **Terrori**
autres :
Dis donc,
porter le
tout de st
Raoul voi
même bu
avez peut
aussi l'ar
Il y a 2 se

Kurulta
Attentats
larmes
Il y a 2 se

 **CONOP**
Terrorism
L'OPERA
Il y a 3 se

 **Chroni**
Belgique
diplomat
janvier 20
Il y a 3 se

Stratégi
Macron/0
Il y a 4 se

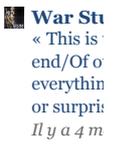
 **Oryx Bl**
Tempora
Il y a 5 se

 **Lignes :**
Rencontr
Cyberséc
Il y a 1 m

Courrie
Interview
Conflit sy

ouvertes
Il y a 1 m

 **Zone d'**
U.S. Intel
Finish O
Il y a 2 m

 **War Stu**
« This is
end/Of o
everythin
or surpris
Il y a 4 m

 **Good M**
L'Union c
: le cas de
Il y a 5 m

 **David M**
survie
Commen
alternativ
vacac...
Il y a 5 m

Membres

S'inscr
avec Google I

Membres (1



Vous êtes déjà

 **N'ATTENDEZ PLUS POUR PROFITER DES** **80€ OFFERTS*** **POUR TOUTE PREMIÈRE OUVERTURE DE COMPTE BANCAIRE** [J'EN PROFITE ▶](#)

*voir détails des conditions sur site

Michel Goya. Modèle Awesome Inc.. Fourni par [Blogger](#).